



Schweizerische Eidgenossenschaft  
Confédération suisse  
Confederazione Svizzera  
Confederaziun svizra

Département fédéral de l'intérieur DFI  
**Office fédéral des assurances sociales OFAS**

## **Supplément 18 aux Directives concernant les rentes (DR) de l'as- surance vieillesse, survivants et invalidité fé- dérale**

Valable dès le 1<sup>er</sup> janvier 2021

318.104.0118 f DR

11.20

## **Avant-propos concernant le supplément 18, valable dès le 1<sup>er</sup> janvier 2021**

Le présent supplément 18 contient les modifications appelées à entrer en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2021. Les chiffres marginaux modifiés à ce titre sont mis en évidence par l'adjonction 1/21.

Les modifications apportées sont, pour les unes, des précisions qui résultent des expériences faites ou de l'évolution de la jurisprudence du Tribunal fédéral. Pour les autres, elles s'avèrent nécessaires en raison de l'entrée en vigueur au 1<sup>er</sup> janvier 2021 des révisions de la LPGA et de l'imposition à la source. Sont également prises en compte les modifications dans le domaine des bonifications pour tâches d'assistance, lesquelles entrent également en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2021.

Lors du remaniement des Directives concernant l'assurance-vieillesse, survivants et invalidité facultative (DAF), valable également à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2021, il a été décidé, en concertation avec la Caisse suisse de compensation (CSC), de supprimer les chiffres marginaux relatifs au versement des rentes et au contrôle des certificats de vie, ceux-ci ne concernant pas que l'assurance facultative. Ces dispositions sont désormais reprises dans les chapitres correspondants des Directives concernant les rentes de l'AVS/AI.

Enfin, dans les annexes I, III et VI, les chiffres sont adaptés et complétés en raison de l'augmentation des rentes et de l'entrée en vigueur de la réforme des prestations complémentaires.

L'accord sur la libre circulation des personnes entre la Suisse et l'UE (ALCP) ne s'applique plus aux relations entre la Suisse et le Royaume-Uni à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2021.

Les droits en matière de sécurité sociale des personnes qui ont été soumises à l'ALCP avant le 1<sup>er</sup> janvier 2021 en lien avec la Suisse et le Royaume-Uni sont maintenus sur la base de l'accord sur les droits des citoyens (cf. [www.bsv.admin.ch/bsv/fr/home/assurances-sociales/int/brexit.html](http://www.bsv.admin.ch/bsv/fr/home/assurances-sociales/int/brexit.html) et [Bulletin à l'intention des caisses de compensation AVS et organes d'exécutions des PC No 430 du 16 novembre 2020](#)).

Le nouveau régime applicable aux relations entre la Suisse et le Royaume-Uni à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2021 fait l'objet d'informations spécifiques sur le [site de l'OFAS](#).

- 1304  
1/21 Parmi les pièces officielles établissant l'identité du requérant qui ont servi à l'examen de l'état personnel (permis d'établissement, livret de famille, permis pour étrangers), il faut, en ce qui concerne les ressortissants étrangers, toujours conserver au dossier une copie du permis pour étrangers ([n° 1082 CIS](#)). Lors de l'examen de l'état personnel, l'office AI doit, dans les mêmes circonstances, établir en tous les cas une copie du permis pour étrangers et la transmettre à la caisse de compensation avec la demande.
- 2036  
1/21 S'agissant de prestations de l'AI imposables à la source, la caisse de compensation compétente jusque-là transmet à la nouvelle caisse de compensation tous les documents pertinents pour l'examen et la mise en œuvre de l'imposition à la source ([ch. 1082 CIS](#)).
- 2042  
1/21 Si l'impôt à la source a été prélevé sur la rente AI, c'est la nouvelle caisse de compensation qui est compétente pour l'examen et la mise en œuvre de l'imposition à la source ([cf. CIS](#)).
- 3342.1  
1/21 Si le parent titulaire de la rente principale est de nationalité suisse, ressortissant de l'UE/AELE ou d'un Etat lié à la Suisse par une convention de sécurité sociale ou, encore, un réfugié reconnu (ATF du 21 janvier 2020 en la cause 9C\_460/2018), le droit à la rente pour enfant existe indépendamment de la nationalité et du domicile de l'enfant. Pour le droit à la rente pour enfant, sont donc déterminants la nationalité ou le statut de réfugié reconnu ainsi que le domicile du parent titulaire de la rente principale.
- 3342.2  
1/21 Par contre, aucun droit à la rente pour enfant n'existe pour le parent titulaire de la rente principale ressortissant d'un État non lié par une convention (font exception les réfugiés reconnus : cf. n° 3342.1) lorsque l'enfant n'a pas son domicile et sa résidence habituelle en Suisse et pour autant qu'il ne possède pas la nationalité suisse (ou UE/AELE).
- 3514  
1/21 Durant l'exécution d'une peine ou de toute autre forme de privation de liberté ordonnée par une autorité pénale, la rente AI de la personne concernée par une telle mesure

doit être suspendue (RCC 1988, p. 269). Si la personne se soustrait à l'exécution d'une mesure ou d'une peine privative de liberté, le paiement est suspendu à partir du moment où la peine ou la mesure auraient dû être exécutées. Si en revanche l'exécution de la mesure ou de la peine a été différée avec l'approbation de l'autorité compétente, le paiement des prestations n'est suspendu qu'à partir du moment de l'exécution effective ([art. 21, al. 5, LPGA](#)).

- 3514.1  
1/21 La rente ne doit pas être suspendue lorsque l'exécution de la mesure consiste en un placement dans un établissement qui permet l'exercice d'une activité lucrative ([cf. ch. 6001 ss CIIAI](#)). Il n'y a pas lieu de suspendre la rente lorsqu'une personne invalide est privée de liberté à des fins d'assistance.
- 4110  
1/21 Les requérants d'asile, les personnes à protéger (livret S) et les étrangers admis provisoirement (livret F) se créent un domicile en Suisse même si elles ont l'intention de retourner dans leur pays dès que les circonstances le permettront. On admet dès lors qu'elles se créent un domicile civil en Suisse dès la date d'immigration.  
Les requérants d'asile sont des personnes qui ont déposé une demande d'asile en Suisse et font l'objet d'une procédure d'asile. Le permis S autorise le séjour provisoire en Suisse, mais ne permet ni de franchir la frontière ni de revenir en Suisse. Le livret F a trait aux étrangers admis à titre provisoire. Il s'agit de personnes qui sont sous le coup d'une décision de renvoi de Suisse mais dont l'exécution se révélerait illicite (violation du droit international public), inexigible (mise en danger concrète de l'étranger) ou matériellement impossible (pour des motifs techniques d'exécution).
- 5021.1  
1/21 Si des périodes d'assurance étrangères inférieures à une année ([cf. n° 4005 CIBIL et 4008 CIBIL](#)) sont prises en considération pour combler des lacunes de cotisations, il convient de procéder selon l'ordre suivant : années de jeunesse, périodes étrangères inférieures à une année, mois d'appoint, mois de l'année du droit.

- 
- 5042  
1/21 En outre, il y a lieu de compter comme années entières de cotisations les périodes situées avant le 1er janvier 1983, pour lesquelles le paiement de cotisations dues par des assurés qui ont adhéré à l'assurance facultative est réputé sursis en raison de l'impossibilité de leur transfert en Suisse, et en considération du fait que ces cotisations sont dès lors prescrites ([art. 2, al. 6, LAVS](#); [art. 19, al. 2, OAF](#)). Elles entrent en considération tant pour la détermination de l'échelle de rentes que pour l'établissement du revenu annuel moyen.
- 5216  
1/21 Si l'un des conjoints perçoit ou percevait une rente extraordinaire AI, sans existence du droit à une rente ordinaire, aucun revenu annuel moyen déterminant ne doit être pris en compte. Par contre, les revenus d'une activité lucrative (exploitation de la capacité de gain résiduelle) réalisés durant la période en cause et les cotisations versées en tant que personne sans activité lucrative sont partagés, et ce indépendamment du degré d'invalidité.
- 5312  
1/21 – les périodes de cotisations accomplies par une personne auprès d'une assurance étrangère (cf. [CIBIL](#)).
- 5504.1  
1/21 Pour la prise en considération de bonification pour tâches d'assistance, la perception effective d'une allocation pour impotent n'est pas indispensable. Il suffit qu'il existe un droit durant la période concernée, c'est-à-dire qu'il faut qu'une impotence puisse être prouvée ou établie, que la personne assistée n'a cependant pas pu percevoir en raison de la présentation d'une demande tardive ([arrêt du TF 9C 264/2015 du 12 août 2015](#)). La détermination de l'impotence relève de la compétence de l'office AI.
- 5511  
1/21 Les époux sont réputés ne plus vivre en ménage commun lorsque la séparation a été constatée par le juge ou que le couple est séparé temporairement ou pour une durée indéterminée suite à une constatation ou à une décision judiciaire dans le cadre des mesures protectrices de l'union conjugale. Les rentes doivent être plafonnées si les conjoints séparés continuent malgré tout à faire ménage commun ou s'ils reprennent la vie commune.
-

- 5711  
1/21 Si le premier conjoint ayant droit à la rente pouvait fonder le droit à une rente d'invalidité avant la naissance du droit à la rente de vieillesse, lors de la survenance du 2<sup>ème</sup> cas d'assurance, il convient de procéder aux mêmes calculs comparatifs – en tenant compte des revenus partagés – que ceux effectués lorsqu'à la rente AI a succédé la rente AVS. Si la rente AI à laquelle succède la rente AVS est un cas de renaissance de l'invalidité, et qu'un calcul comparatif avait déjà été effectué auparavant, il convient de procéder aux mêmes calculs comparatifs en tenant compte des revenus partagés. La rente versée sera celle dont le total (y.c. rente du conjoint et éventuelles rentes pour enfant) est le plus avantageux pour les époux.
- 9206  
1/21 Lorsque les prestations sont imposables à la source, les autorités fiscales compétentes doivent être informées lors de l'extinction du droit à la prestation ([n° 1061-1062 CIS](#)).
- 9212.1  
1/21 Dans le cas où les prestations sont imposées à la source, lorsqu'un quart de rente, une demi-rente ou trois quarts de rente sont transformés en rente entière, la personne doit être libérée de l'assujettissement à l'impôt à la source ([ch. 1061 - 1063 CIS](#)). Si une rente entière est transformée en un quart de rente, une demi-rente ou trois quarts de rente, il faut examiner la question de l'assujettissement à l'impôt à la source ([ch. 1004 ss CIS](#)).
- 10062  
1/21 Si le bénéficiaire de la prestation est assujetti à l'impôt à la source, il faut en outre tenir compte du [n° 1038 CIS](#).
- 10079  
1/21 Si le bénéficiaire de la prestation est assujetti à l'impôt à la source, il faut en outre prendre en considération le [n° 1038 CIS](#).
- 10101.1  
1/21 Les rentes et autres prestations en espèces revenant à des personnes qui résident à l'étranger sont versées par la Caisse suisse de compensation. Les paiements à l'étranger ne peuvent pas être réalisés en espèces.

10101.2 Les prestations sont fixées en francs suisses. Lorsqu'elles  
1/21 sont payées à l'étranger, le paiement a lieu dans la monnaie du pays de résidence de l'ayant droit ou dans une monnaie convertible conformément aux règles du trafic des paiements internationaux. La conversion en monnaie étrangère est effectuée par les partenaires financiers au taux du jour de l'exécution du paiement.

10101.3 La Caisse suisse de compensation supporte les frais entraînés par le paiement de prestations. Sont réservées  
1/21 d'éventuelles taxes perçues par l'établissement financier de l'ayant droit.

10605 Si l'impôt à la source a été perçu sur des rentes AI indûment versées ou trop élevées, la caisse de compensation  
1/21 doit procéder à une rectification du décompte tant vis-à-vis de l'autorité fiscale compétente que de l'ayant droit ([n° 1040 CIS](#)).

#### 1/21 **10.7.4 Extinction des créances en restitution**

10625 Le droit d'exiger la restitution des rentes ou allocations pour impotents touchées indûment s'éteint trois ans après  
1/21 le moment où la caisse de compensation aurait dû, en faisant preuve de l'attention que les circonstances permettaient d'exiger d'elle, avoir connaissance des faits justifiant la restitution des prestations versées à tort, et du moment également où la caisse a pris connaissance du montant de la créance en restitution (RCC 1985, p. 543), mais au plus tard (sous réserve d'un délai de prescription plus long prévu par la loi pénale) cinq ans après le paiement de la prestation ([art. 25 LPGA](#)).

10625.1 Si une décision initiale rendue est le fruit de la collaboration  
1/21 de deux organes administratifs distincts (office AI et caisse de compensation) et qu'elle est entachée d'une erreur de l'un deux que l'autre n'a pas remarqué à réception de la copie de la décision, on part du principe d'une seule erreur commise. Le deuxième événement susceptible de déclen-

cher le délai des trois ans ne pourra intervenir qu'ultérieurement, à l'occasion d'une raison justifiant un réexamen du dossier.

- 11009 1/21 On aura, à titre de mesure de contrôle, recours aux certificats de vie dans certains cas spéciaux justifiant une telle pratique.
- 11009.1 1/21 En ce qui concerne les assurés résidant à l'étranger, la Caisse suisse de compensation examine chaque année si les bénéficiaires de prestations sont encore en vie et périodiquement si leur état civil n'a pas changé. Les frais éventuels du certificat sont à la charge des personnes ayant droit aux prestations.
- 11010.1 1/21 À la demande de la Caisse suisse de compensation ou de l'ayant droit à la prestation, l'attestation est certifiée par la Représentation officielle de la Suisse à l'étranger compétente pour l'état de de résidence de l'ayant-droit. A cette fin, le bénéficiaire de la prestation doit se présenter personnellement à la Représentation ou lui envoyer les documents officiels à jour d'où les faits à vérifier ressortent incontestablement.
- 11010.2 1/21 La Caisse suisse de compensation peut renoncer à une attestation d'existence en vie, s'il existe un accord d'échange de dates de décès entre la Suisse et l'état de domicile ou si les décès à l'étranger sont annoncés de manière systématique par une autorité reconnue.
- 11011 1/21 Les règles énoncées ci-dessus s'appliquent par analogie aux cas dans lesquels seuls des membres de la famille, dont la rente est toutefois versée en Suisse, sont domiciliés ou résident habituellement à l'étranger.

## Appendice I

1/21

### 1. Accomplissement de la durée minimale de l'obligation de cotiser

Pour déterminer si la cotisation minimale a été payée pour une période donnée durant laquelle une personne a été assurée et soumise à l'obligation de cotiser, ou pour quelle période l'obligation de payer des cotisations peut être considérée comme remplie, on se référera aux tableaux qui suivent.

### 2. Périodes couvrant des années pour lesquelles des revenus ont été inscrits au CI

#### 2.1 Salariés

##### 2.1.1 Cotisation minimale simple

| Années   | Revenus selon CI         |     |      |      |      |      |      |      |      |      |      |         |
|--|--------------------------|-----|------|------|------|------|------|------|------|------|------|---------|
|  | Jusqu'à et y compris Fr. |     |      |      |      |      |      |      |      |      |      | Dès Fr. |
| 1948–1968  | 25                       | 50  | 75   | 100  | 125  | 150  | 175  | 200  | 225  | 250  | 275  | 276     |
| 1969–1972  | 64                       | 129 | 193  | 258  | 322  | 387  | 451  | 516  | 580  | 645  | 709  | 710     |
| 1973–1978  | 83                       | 166 | 250  | 333  | 416  | 500  | 583  | 666  | 750  | 833  | 916  | 917     |
| 1979–1981  | 166                      | 333 | 500  | 666  | 833  | 1000 | 1166 | 1333 | 1500 | 1666 | 1833 | 1834    |
| 1982–1985  | 208                      | 416 | 625  | 833  | 1041 | 1250 | 1458 | 1666 | 1875 | 2083 | 2291 | 2292    |
| 1986–1989  | 250                      | 500 | 750  | 1000 | 1250 | 1500 | 1750 | 2000 | 2250 | 2500 | 2750 | 2751    |
| 1990–1991  | 267                      | 534 | 801  | 1068 | 1335 | 1602 | 1869 | 2136 | 2403 | 2670 | 2937 | 2938    |
| 1992–1995  | 297                      | 594 | 891  | 1188 | 1485 | 1782 | 2079 | 2376 | 2673 | 2970 | 3267 | 3268    |
| 1996–2002  | 322                      | 644 | 966  | 1288 | 1610 | 1932 | 2254 | 2576 | 2898 | 3220 | 3542 | 3543    |
| 2003–2006  | 351                      | 702 | 1053 | 1404 | 1755 | 2106 | 2457 | 2808 | 3159 | 3510 | 3861 | 3862    |
| 2007–2008  | 367                      | 734 | 1101 | 1468 | 1835 | 2202 | 2569 | 2936 | 3303 | 3670 | 4037 | 4038    |
| 2009–2010  | 380                      | 760 | 1140 | 1520 | 1900 | 2280 | 2660 | 3040 | 3420 | 3800 | 4180 | 4181    |
| 2011–2012  | 384                      | 768 | 1152 | 1536 | 1920 | 2304 | 2688 | 3072 | 3456 | 3840 | 4224 | 4225    |
| 2013–2018  | 389                      | 778 | 1167 | 1556 | 1945 | 2334 | 2723 | 3112 | 3501 | 3890 | 4279 | 4280    |
| 2019-2020  | 392                      | 784 | 1176 | 1568 | 1960 | 2352 | 2744 | 3136 | 3528 | 3920 | 4312 | 4313    |
| dès 2021   | 396                      | 792 | 1188 | 1584 | 1980 | 2376 | 2772 | 3168 | 3564 | 3960 | 4356 | 4357    |
| Accomplissement de l'obligation de payer des cotisations pour ... mois | 1                        | 2   | 3    | 4    | 5    | 6    | 7    | 8    | 9    | 10   | 11   | 12      |

## 2.1.2 Cotisation minimale double

Les périodes de cotisation d'un conjoint sans activité lucrative, pour lesquelles des cotisations ont été versées durant le mariage en vertu de l'[art. 3, al. 3, LAVS](#), sont établies comme suit. Compte tenu de l'inscription au CI du conjoint exerçant une activité lucrative, la durée de cotisation du conjoint non actif est déterminée selon le tableau ci-dessous.

### Exemple:

Pour l'année 1996, une inscription de 6000 francs peut être portée au CI du conjoint exerçant une activité lucrative. Ainsi, la période prise en compte en 1996 pour le conjoint non actif est de 10 mois.

| Années   | Revenus selon CI         |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      | Dès Fr. |
|--|--------------------------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|---------|
|  | Jusqu'à et y compris Fr. |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |         |
| 1948–1968  | 50                       | 100  | 150  | 200  | 250  | 300  | 350  | 400  | 450  | 500  | 550  | 551     |
| 1969–1972  | 128                      | 258  | 386  | 516  | 644  | 774  | 902  | 1032 | 1160 | 1290 | 1418 | 1419    |
| 1973–1978  | 166                      | 332  | 500  | 666  | 832  | 1000 | 1166 | 1332 | 1500 | 1666 | 1832 | 1833    |
| 1979–1981  | 332                      | 666  | 1000 | 1332 | 1666 | 2000 | 2332 | 2666 | 3000 | 3332 | 3666 | 3667    |
| 1982–1985  | 416                      | 832  | 1250 | 1666 | 2082 | 2500 | 2916 | 3332 | 3750 | 4166 | 4582 | 4583    |
| 1986–1989  | 500                      | 1000 | 1500 | 2000 | 2500 | 3000 | 3500 | 4000 | 4500 | 5000 | 5500 | 5501    |
| 1990–1991  | 535                      | 1070 | 1605 | 2140 | 2675 | 3210 | 3745 | 4280 | 4815 | 5350 | 5885 | 5886    |
| 1992–1995  | 594                      | 1188 | 1782 | 2376 | 2970 | 3564 | 4158 | 4752 | 5346 | 5940 | 6534 | 6535    |
| 1996–2002  | 644                      | 1288 | 1932 | 2576 | 3220 | 3864 | 4508 | 5152 | 5796 | 6440 | 7084 | 7085    |
| 2003–2006  | 701                      | 1402 | 2103 | 2804 | 3505 | 4206 | 4907 | 5608 | 6309 | 7010 | 7711 | 7712    |
| 2007–2008  | 734                      | 1468 | 2202 | 2936 | 3670 | 4404 | 5138 | 5872 | 6606 | 7340 | 8074 | 8075    |
| 2009–2010  | 759                      | 1518 | 2277 | 3036 | 3795 | 4554 | 5313 | 6072 | 6831 | 7590 | 8349 | 8350    |
| 2011–2012  | 769                      | 1538 | 2307 | 3076 | 3845 | 4614 | 5383 | 6152 | 6921 | 7690 | 8459 | 8460    |
| 2013–2018  | 778                      | 1556 | 2334 | 3112 | 3890 | 4668 | 5446 | 6224 | 7002 | 7780 | 8558 | 8559    |
| 2019-2020  | 784                      | 1568 | 2352 | 3136 | 3920 | 4704 | 5488 | 6272 | 7056 | 7840 | 8624 | 8625    |
| dès 2021   | 791                      | 1582 | 2373 | 3164 | 3955 | 4746 | 5537 | 6328 | 7119 | 7910 | 8701 | 8702    |
| Accomplissement de l'obligation de payer des cotisations pour ... mois | 1                        | 2    | 3    | 4    | 5    | 6    | 7    | 8    | 9    | 10   | 11   | 12      |

## 2.2 Personnes sans activité lucrative

| Années   | Revenus selon CI         |     |      |      |      |      |      |      |      |      |      | Dès Fr. |
|--|--------------------------|-----|------|------|------|------|------|------|------|------|------|---------|
|  | Jusqu'à et y compris Fr. |     |      |      |      |      |      |      |      |      |      |         |
| 1948–1968  | 25                       | 50  | 75   | 100  | 125  | 150  | 175  | 200  | 225  | 250  | 275  | 276     |
| 1969–1972  | 67                       | 134 | 201  | 268  | 335  | 402  | 469  | 536  | 603  | 670  | 737  | 738     |
| 1973–1978  | 83                       | 166 | 249  | 332  | 415  | 498  | 581  | 664  | 747  | 830  | 913  | 914     |
| 1979–1981  | 167                      | 334 | 501  | 668  | 835  | 1002 | 1169 | 1336 | 1503 | 1670 | 1837 | 1838    |
| 1982–1985  | 208                      | 416 | 624  | 832  | 1040 | 1248 | 1456 | 1664 | 1872 | 2080 | 2288 | 2289    |
| 1986–1989  | 250                      | 500 | 750  | 1000 | 1250 | 1500 | 1750 | 2000 | 2250 | 2500 | 2750 | 2751    |
| 1990–1991  | 267                      | 534 | 801  | 1068 | 1335 | 1602 | 1869 | 2136 | 2403 | 2670 | 2937 | 2938    |
| 1992–1995  | 297                      | 594 | 891  | 1188 | 1485 | 1782 | 2079 | 2376 | 2673 | 2970 | 3267 | 3268    |
| 1996–2002  | 322                      | 644 | 966  | 1288 | 1610 | 1932 | 2254 | 2576 | 2898 | 3220 | 3542 | 3543    |
| 2003–2006  | 351                      | 702 | 1053 | 1404 | 1755 | 2106 | 2457 | 2808 | 3159 | 3510 | 3861 | 3862    |
| 2007–2008  | 367                      | 734 | 1101 | 1468 | 1835 | 2202 | 2569 | 2936 | 3303 | 3670 | 4037 | 4038    |
| 2009–2010  | 380                      | 760 | 1140 | 1520 | 1900 | 2280 | 2660 | 3040 | 3420 | 3800 | 4180 | 4181    |
| 2011–2012  | 384                      | 768 | 1152 | 1536 | 1920 | 2304 | 2688 | 3072 | 3456 | 3840 | 4224 | 4225    |
| 2013–2018  | 389                      | 778 | 1167 | 1556 | 1945 | 2334 | 2723 | 3112 | 3501 | 3890 | 4279 | 4280    |
| 2019–2020  | 392                      | 784 | 1176 | 1568 | 1960 | 2352 | 2744 | 3136 | 3528 | 3920 | 4312 | 4313    |
| dès 2021   | 396                      | 792 | 1188 | 1584 | 1980 | 2376 | 2772 | 3168 | 3564 | 3960 | 4356 | 4357    |
| Accomplissement de l'obligation de payer des cotisations pour ... mois | 1                        | 2   | 3    | 4    | 5    | 6    | 7    | 8    | 9    | 10   | 11   | 12      |

## 2.3 Personnes de condition indépendante et salariés pour lesquels l'employeur n'est pas tenu de payer des cotisations

En raison de l'échelle dégressive des cotisations, il convient, le cas échéant, de procéder en deux étapes à la détermination de l'accomplissement de l'obligation de payer des cotisations.

Si les revenus inscrits au CI atteignent au moins les montants suivants, alors la durée minimale annuelle de l'obligation de payer des cotisations – resp., lorsque la qualité d'assuré et l'obligation de cotiser s'étendent sur une période inférieure à une année, la durée minimale pour les mois concernés – est en tous les cas réalisée:

### 2.3.1 Cotisation minimale simple

| Années    | Revenus selon CI de Fr.<br>... et plus |
|-----------|--|
| 1948–1968 | 551                                    |
| 1969–1972 | 1 412                                  |
| 1973–1975 | 1 834                                  |
| 1976–1978 | 1 788                                  |
| 1979–1981 | 3 631                                  |
| 1982–1985 | 4 529                                  |
| 1986–1989 | 5 435                                  |
| 1990–1991 | 5 809                                  |
| 1992–1995 | 6 458                                  |
| 1996–2002 | 6 986                                  |
| 2003–2006 | 7 613                                  |
| 2007–2008 | 7 976                                  |
| 2009–2010 | 8 240                                  |
| 2011–2012 | 8 339                                  |
| 2013–2018 | 8 559                                  |
| 2019-2020 | 8 625                                  |
| dès 2021  | 8 702                                  |

Si les revenus inscrits au CI sont inférieurs aux valeurs-limites susmentionnées, il convient de demander à la caisse de compensation compétente pour la perception des cotisations le montant effectivement payé des cotisations AVS (jusqu'en 1959), ou AVS/AI/APG (dès 1960), par année civile. Ensuite, à la lumière de la table suivante, on déterminera le nombre de mois pour lesquels l'obligation de payer des cotisations est considérée comme remplie (il est tout à fait possible que l'obligation de payer des cotisations puisse être considérée comme remplie pour une année entière, bien que l'on aie des montants inférieurs aux valeurs-limites selon la table susmentionnée, sur la base de la table suivante) :

| Années   | Cotisations payées |                          |    |     |     |     |     |     |     |     |     |     |         |
|--|--------------------|--------------------------|----|-----|-----|-----|-----|-----|-----|-----|-----|-----|---------|
|  | Genre              | Jusqu'à et y compris Fr. |    |     |     |     |     |     |     |     |     |     | Dès Fr. |
| 1948–1959  | AVS                | 1                        | 2  | 3   | 4   | 5   | 6   | 7   | 8   | 9   | 10  | 11  | 12      |
| 1960–1968  | AVS/AI/APG         | 1                        | 2  | 3   | 4   | 6   | 7   | 8   | 9   | 10  | 12  | 13  | 14      |
| 1969–1972  | AVS/AI/APG         | 4                        | 8  | 12  | 16  | 20  | 24  | 28  | 32  | 36  | 40  | 44  | 45      |
| 1973–1975  | AVS/AI/APG         | 7                        | 15 | 22  | 30  | 37  | 45  | 52  | 60  | 67  | 75  | 82  | 83      |
| 1976–1978  | AVS/AI/APG         | 8                        | 16 | 25  | 33  | 41  | 50  | 58  | 66  | 75  | 83  | 91  | 92      |
| 1979–1981  | AVS/AI/APG         | 16                       | 33 | 50  | 66  | 83  | 100 | 116 | 133 | 150 | 166 | 183 | 184     |
| 1982–1985  | AVS/AI/APG         | 20                       | 41 | 62  | 83  | 104 | 125 | 145 | 166 | 187 | 208 | 229 | 230     |
| 1986–1989  | AVS/AI/APG         | 25                       | 50 | 75  | 100 | 125 | 150 | 175 | 200 | 225 | 250 | 275 | 276     |
| 1990–1991  | AVS/AI/APG         | 27                       | 54 | 81  | 108 | 135 | 162 | 189 | 216 | 243 | 270 | 297 | 298     |
| 1992–1995  | AVS/AI/APG         | 30                       | 60 | 90  | 120 | 150 | 180 | 210 | 240 | 270 | 300 | 330 | 331     |
| 1996–2002  | AVS/AI/APG         | 32                       | 65 | 97  | 130 | 162 | 195 | 227 | 260 | 292 | 325 | 357 | 358     |
| 2003–2006  | AVS/AI/APG         | 35                       | 70 | 106 | 141 | 177 | 212 | 247 | 283 | 318 | 354 | 389 | 390     |
| 2007–2008  | AVS/AI/APG         | 37                       | 74 | 111 | 148 | 185 | 222 | 259 | 296 | 333 | 370 | 407 | 408     |
| 2009–2010  | AVS/AI/APG         | 38                       | 76 | 115 | 153 | 191 | 230 | 268 | 306 | 345 | 383 | 421 | 422     |
| 2011–2012  | AVS/AI/APG         | 39                       | 79 | 118 | 158 | 197 | 237 | 277 | 316 | 356 | 395 | 435 | 436     |
| 2013–2015  | AVS/AI/APG         | 40                       | 80 | 120 | 160 | 200 | 240 | 280 | 320 | 360 | 400 | 440 | 441     |
| 2016–2018  | AVS/AI/APG         | 39                       | 79 | 119 | 159 | 199 | 239 | 278 | 318 | 358 | 398 | 438 | 439     |
| 2019   | AVS/AI/APG         | 40                       | 80 | 120 | 160 | 200 | 241 | 281 | 321 | 361 | 401 | 441 | 442     |
| 2020   | AVS/AI/APG         | 41                       | 82 | 124 | 165 | 206 | 248 | 289 | 330 | 372 | 413 | 454 | 455     |
| dès 2021   | AVS/AI/APG         | 41                       | 83 | 125 | 167 | 209 | 251 | 293 | 335 | 377 | 419 | 461 | 462     |
| Obligation de payer des cotisations remplies pour ... mois |                    | 1                        | 2  | 3   | 4   | 5   | 6   | 7   | 8   | 9   | 10  | 11  | 12      |

### 2.3.2 Cotisation minimale double

Pour déterminer la durée de cotisations du conjoint non actif d'une personne de condition indépendante, il faut appliquer le chiffre 2.1.2 par analogie.

| Années    | Revenus selon CI de<br>Fr. ... et plus |
|-----------|--|
| 1948–1953 | 1 013                                  |
| 1954–1968 | 1 101                                  |
| 1969–1972 | 2 751                                  |
| 1973–1978 | 3 576                                  |
| 1979–1981 | 7 239                                  |
| 1982–1983 | 8 801                                  |
| 1984–1985 | 8 988                                  |
| 1986–1989 | 10 638                                 |
| 1990–1991 | 11 364                                 |
| 1992–1995 | 12 563                                 |
| 1996–2002 | 13 663                                 |
| 2003–2006 | 14 851                                 |
| 2007–2008 | 15 588                                 |
| 2009–2010 | 16 138                                 |
| 2011–2012 | 16 314                                 |
| 2013–2018 | 16 688                                 |
| 2019-2020 | 16 864                                 |
| dès 2021  | 17 051                                 |

| Années   | Cotisations payées |                      |     |     |     |     |     |     |     |     |     |     |     |
|--|--------------------|----------------------|-----|-----|-----|-----|-----|-----|-----|-----|-----|-----|-----|
|  | Genre              | Jusqu'à et y compris |     |     |     |     |     |     |     |     |     |     | Dès |
|  |                    | Fr.                  |     |     |     |     |     |     |     |     |     |     | Fr. |
| 1948–1959  | AVS                | 2                    | 4   | 6   | 8   | 10  | 12  | 14  | 16  | 18  | 20  | 22  | 23  |
| 1960–1968  | AVS/AI/APG         | 2                    | 4   | 6   | 8   | 12  | 14  | 16  | 18  | 20  | 24  | 26  | 27  |
| 1969–1972  | AVS/AI/APG         | 8                    | 16  | 24  | 32  | 40  | 48  | 56  | 64  | 72  | 80  | 88  | 89  |
| 1973–1975  | AVS/AI/APG         | 14                   | 30  | 44  | 60  | 74  | 90  | 104 | 120 | 134 | 150 | 164 | 165 |
| 1976–1978  | AVS/AI/APG         | 16                   | 32  | 50  | 66  | 82  | 100 | 116 | 132 | 150 | 166 | 182 | 183 |
| 1979–1981  | AVS/AI/APG         | 32                   | 66  | 100 | 132 | 166 | 200 | 232 | 266 | 300 | 332 | 366 | 367 |
| 1982–1985  | AVS/AI/APG         | 40                   | 82  | 124 | 166 | 208 | 250 | 290 | 332 | 374 | 416 | 458 | 459 |
| 1986–1989  | AVS/AI/APG         | 50                   | 100 | 150 | 200 | 250 | 300 | 350 | 400 | 450 | 500 | 550 | 551 |
| 1990–1991  | AVS/AI/APG         | 54                   | 108 | 162 | 216 | 270 | 324 | 378 | 432 | 486 | 540 | 594 | 595 |
| 1992–1995  | AVS/AI/APG         | 60                   | 120 | 180 | 240 | 300 | 360 | 420 | 480 | 540 | 600 | 660 | 661 |
| 1996–2002  | AVS/AI/APG         | 65                   | 130 | 195 | 260 | 325 | 390 | 455 | 520 | 585 | 650 | 715 | 716 |
| 2003–2006  | AVS/AI/APG         | 70                   | 141 | 212 | 283 | 354 | 425 | 495 | 566 | 637 | 708 | 779 | 780 |
| 2007–2008  | AVS/AI/APG         | 74                   | 148 | 222 | 296 | 370 | 445 | 519 | 593 | 667 | 741 | 815 | 816 |
| 2009–2010  | AVS/AI/APG         | 76                   | 153 | 230 | 306 | 383 | 460 | 536 | 613 | 690 | 766 | 843 | 844 |
| 2011–2012  | AVS/AI/APG         | 79                   | 158 | 237 | 316 | 395 | 475 | 554 | 633 | 712 | 791 | 870 | 871 |
| 2013–2015  | AVS/AI/APG         | 80                   | 160 | 240 | 320 | 400 | 480 | 560 | 640 | 720 | 800 | 880 | 881 |
| 2016–2018  | AVS/AI/APG         | 79                   | 159 | 239 | 318 | 398 | 478 | 557 | 637 | 717 | 796 | 876 | 877 |
| 2019   | AVS/AI/APG         | 80                   | 160 | 241 | 321 | 401 | 482 | 562 | 642 | 723 | 803 | 883 | 884 |
| 2020   | AVS/AI/APG         | 82                   | 165 | 248 | 330 | 413 | 496 | 578 | 661 | 744 | 826 | 909 | 910 |
| dès 2021   | AVS/AI/APG         | 83                   | 167 | 251 | 335 | 419 | 503 | 586 | 670 | 754 | 838 | 922 | 923 |
| Obligation de payer des cotisations remplies pour ... mois |                    | 1                    | 2   | 3   | 4   | 5   | 6   | 7   | 8   | 9   | 10  | 11  | 12  |

## Appendice III

1/21

### Taux servant à calculer les contributions alimentaires pour les enfants

#### Commentaire

1. Les taux désignés comme déterminants par le TFA correspondent aux taux des recommandations préconisés par H. Winzeler (Die Bemessung der Unterhaltsbeiträge für Kinder, Diss. Zürich 1974); (RCC 1978, p. 321). Les taux indiqués ne sont pas réduits (voir Bulletin AVS n° 32).
2. Depuis 1988, les taux servant à déterminer les prestations alimentaires sont adaptés en même temps que les rentes et dans la même mesure à l'évolution des salaires et des prix.
3. Les taux sont appliqués dans les cas suivants:
  - a. le taux 1/2, quand il s'agit de déterminer si le parent divorcé assume une part prépondérante de l'entretien des enfants qui lui ont été attribués, et si une rente complémentaire à la rente du conjoint divorcé peut être versée;
  - b. le taux 1/4, quand il s'agit de déterminer la gratuité du statut d'enfant recueilli (n<sup>os</sup> 3309s.).

## Appendice III

1/21

### Barème pour la détermination des contributions d'entretien pour les enfants

| Enfants                                   | Age de l'enfant | 1/2  |      |      |      |            | 1/4  |      |      |      |            |
|---|-----------------|------|------|------|------|------------|------|------|------|------|------------|
|   |                 | 2011 | 2013 | 2015 | 2019 | 2021       | 2011 | 2013 | 2015 | 2019 | 2021       |
| Enfant seul                               | jusqu'à 6 ans   | 741  | 747  | 750  | 757  | <b>763</b> | 370  | 373  | 375  | 378  | <b>382</b> |
|   | 7-12 ans        | 788  | 795  | 798  | 805  | <b>812</b> | 394  | 397  | 399  | 403  | <b>406</b> |
|   | 13-16 ans       | 788  | 795  | 798  | 805  | <b>812</b> | 394  | 397  | 399  | 403  | <b>406</b> |
|   | 17 ans et plus  | 903  | 911  | 915  | 923  | <b>931</b> | 452  | 456  | 457  | 461  | <b>465</b> |
| Un enfant, quand il y en a deux           | jusqu'à 6 ans   | 621  | 626  | 628  | 634  | <b>639</b> | 310  | 313  | 314  | 317  | <b>320</b> |
|   | 7-12 ans        | 672  | 678  | 681  | 687  | <b>692</b> | 336  | 339  | 340  | 343  | <b>346</b> |
|   | 13-16 ans       | 681  | 687  | 690  | 696  | <b>702</b> | 340  | 343  | 345  | 348  | <b>351</b> |
|   | 17 ans et plus  | 762  | 769  | 772  | 779  | <b>785</b> | 381  | 384  | 386  | 389  | <b>393</b> |
| Un enfant, quand il y en a trois          | jusqu'à 6 ans   | 561  | 566  | 568  | 573  | <b>578</b> | 280  | 283  | 284  | 287  | <b>289</b> |
|   | 7-12 ans        | 591  | 596  | 598  | 604  | <b>609</b> | 295  | 298  | 299  | 302  | <b>304</b> |
|   | 13-16 ans       | 600  | 605  | 607  | 613  | <b>618</b> | 300  | 302  | 304  | 306  | <b>309</b> |
|   | 17 ans et plus  | 685  | 691  | 694  | 700  | <b>706</b> | 342  | 345  | 347  | 350  | <b>353</b> |
| Un enfant, quand il y en a quatre ou plus | jusqu'à 6 ans   | 518  | 523  | 525  | 530  | <b>534</b> | 259  | 261  | 262  | 265  | <b>267</b> |
|   | 7-12 ans        | 557  | 562  | 564  | 569  | <b>574</b> | 278  | 281  | 282  | 285  | <b>287</b> |
|   | 13-16 ans       | 557  | 562  | 564  | 569  | <b>574</b> | 278  | 281  | 282  | 285  | <b>287</b> |
|   | 17 ans et plus  | 629  | 635  | 637  | 643  | <b>648</b> | 315  | 317  | 319  | 322  | <b>324</b> |

## Appendice VI

1/21

### Aperçu des limites prévues par le droit fédéral pour le calcul du cas pénible des rentes en cours (ch. 3104 s) et de la charge trop lourde (ch. 10172 s.)

Etat au 1<sup>er</sup> janvier 2021

#### Taux communs

|   | Montants annuels<br>en francs |
|---|-------------------------------|
| <i>Montant destiné à la couverture des besoins vitaux</i> |                               |
| – pour personnes seules                                   | 19 610                        |
| – pour couples  | 29 415                        |
| – pour enfants âgés de 11 ans et plus                     |                               |
| – 1 <sup>er</sup> et 2 <sup>e</sup> enfant, chacun        | 10 260                        |
| – 3 <sup>e</sup> et 4 <sup>e</sup> enfant, chacun         | 6 840                         |
| – 5 <sup>e</sup> enfant et au-delà, chacun                | 3 420                         |
| – pour enfants âgés de moins de 11 ans                    |                               |
| – 1 <sup>er</sup> enfant                                  | 7 200                         |
| – 2 <sup>e</sup> enfant                                   | 6 000                         |
| – 3 <sup>e</sup> enfant                                   | 5 000                         |
| – 4 <sup>e</sup> enfant                                   | 4 165                         |
| – 5 <sup>e</sup> enfant et au-delà, chacun                | 3 470                         |
| <i>Primes d'assurance-maladie</i>                         |                               |
| – pour adultes  | 7 332                         |
| – pour jeunes adultes                                     | 5 736                         |
| – pour enfants  | 1 776                         |

## Taux valables uniquement pour le calcul du cas pénible

|   | Montants annuels en<br>francs |
|---|-------------------------------|
| <i>Dépenses pour le loyer (loyer brut)</i>                  |                               |
| – pour adultes et enfants dans la région 1                  |                               |
| – personnes seules  | 16 440                        |
| – couples sans enfant                                       | 19 440                        |
| – couples avec un enfant                                    | 21 600                        |
| – couples avec deux enfants et plus                         | 23 520                        |
| – en concubinage<br>(ménage de deux personnes) <sup>1</sup> | 9 720                         |
| – pour adultes et enfants dans la région 2                  |                               |
| – personnes seules  | 15 900                        |
| – couples sans enfant                                       | 18 900                        |
| – couples avec un enfant                                    | 20 700                        |
| – couples avec deux enfants et plus                         | 22 500                        |
| – en concubinage<br>(ménage de deux personnes) <sup>1</sup> | 9 450                         |
| – pour adultes et enfants dans la région 3                  |                               |
| – personnes seules  | 14 520                        |
| – couples sans enfant                                       | 17 520                        |
| – couples avec un enfant                                    | 19 320                        |
| – couples avec deux enfants et plus                         | 20 880                        |
| – en concubinage<br>(ménage de deux personnes) <sup>1</sup> | 8 760                         |

---

<sup>1</sup> Pour les personnes non mariées vivant dans un ménage de plus de deux personnes, d'autres montants déterminants s'appliquent (voir art. 10, al. 1, let. b, LPC)

## Taux valables uniquement pour le calcul de la charge trop lourde

|  | Montants annuels en francs |
|--|----------------------------|
| <i>Dépenses pour le loyer (loyer brut)</i>   |                            |
| – pour adultes et enfants dans la région 1   |                            |
| – personnes seules   | 16 440                     |
| – couples sans enfant  | 19 440                     |
| – couples avec un enfant   | 21 600                     |
| – couples avec deux enfants et plus  | 23 520                     |
| – en concubinage<br>(ménage de deux personnes) <sup>2</sup>  | 9 720                      |
| – pour adultes et enfants dans la région 2   |                            |
| – personnes seules   | 15 900                     |
| – couples sans enfant  | 18 900                     |
| – couples avec un enfant   | 20 700                     |
| – couples avec deux enfants et plus  | 22 500                     |
| – en concubinage<br>(ménage de deux personnes) <sup>1</sup>  | 9 450                      |
| – pour adultes et enfants dans la région 3   |                            |
| – personnes seules   | 14 520                     |
| – couples sans enfant  | 17 520                     |
| – couples avec un enfant   | 19 320                     |
| – couples avec deux enfants et plus  | 20 880                     |
| – en concubinage<br>(ménage de deux personnes) <sup>1</sup>  | 8 760                      |
| Montant pour dépenses personnelles pour personnes vivant dans un home ou dans un hôpital   | 4 800                      |
| Imputation de la fortune pour personnes vivant dans un home ou dans un hôpital qui n'ont pas encore atteint l'âge ordinaire de la retraite (rentes d'invalidité, rentes de survivant, rentes d'orphelin) | 1/15                       |
| Imputation de la fortune pour bénéficiaires de rentes de vieillesse ou de survivant ayant atteint l'âge ordinaire de la retraite vivant dans un home ou dans un hôpital                                  | 1/10                       |
| Limitation cantonale des frais de home   | aucune                     |
| Dépenses supplémentaires   |                            |
| – pour personnes seules  | 8 000                      |
| – pour couples   | 12 000                     |
| – pour orphelins et enfants qui donnent droit à une rente pour enfant de l'AVS ou de l'AI, par enfant  | 4 000                      |

<sup>2</sup> Pour les personnes non mariées vivant dans un ménage de plus de deux personnes, d'autres montants déterminants s'appliquent (voir art. 10, al. 1, let. b, LPC)

---

## Aperçu des franchises pour la prise en compte de la fortune (art. 11, al. 1, let. c, et 1<sup>bis</sup>, LPC)

|   | Montants annuels en francs |
|---|----------------------------|
| pour personnes seules   | 30 000                     |
| pour couples  | 50 000                     |
| pour enfants ayant droit à une rente d'orphelin ou donnant droit à une rente pour enfant de l'AVS ou de l'AI, par enfant          | 15 000                     |
| Immeuble qui appartient et sert d'habitation au bénéficiaire (cas normal)   | 112 500                    |
| Immeuble qui appartient et sert d'habitation au bénéficiaire (cas spéciaux):  | 300 000                    |
| a) immeuble d'un couple habité par un conjoint, l'autre conjoint vivant dans un home ou dans un hôpital;                          |                            |
| b) Immeuble d'un couple habité par un conjoint bénéficiaire d'une allocation pour impotent de l'AVS, de l'AI, de l'AA ou de l'AM; |                            |
| c) Immeuble habité par une personne seule bénéficiaire d'une allocation pour impotent de l'AVS, de l'AI, de l'AA ou de l'AM.      |                            |